L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS
MARDI, 18 DECEMBRE 1894.

FAITS DIVERS.

Température du 17 décembre 1894.
Thermomètre de R. & L. Claudel, Opticiens No 143 rue de Canal.
Bureau Météorologique et Barometre.

	Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin	56	13
Midi	64	16
3 P. M.	63	18
6 P. M.	64	16

Cour Criminelle.

Section A.

La seconde enquête de l'affaire de Numa Dumesnil a été fixée à lundi prochain.

Henry Johnson alias Jerry Meyers—vagabondage ; *Nolle Prosequi*.

L'affaire de L. O. Desforges a été continuée indéfiniment

John Baptiste—détournement ; ordonnance de non lieu.

Section B.

Les affaires suivantes ont été continuées :

Henry Bolson—actes de violence.
Mary Barker—larcin.
Denis Children—attaque à main armée.
Frederice, Leslie—larcin.
La comparution de M. Henry Bier a été renvoyée au 19 de ce mois.
Comparutions :
George Seaman—blessures ; plaidé non coupable.
James Brown—actes de violence ; plaidé non coupable.
Victor Dodds—port d'arme cachée ; coupable. Il a été condamné à $5 d'amende ou 10 jours de prison.
L'instruction de l'affaire Klotz Jr a été fixée au 21 décembre prochain.

Cour Civile de District.

Les successions de Lucien Maunion, de Martha Wolf et de M. F. Sherlock ont été ouvertes.
L'Etat de la Louisiane vs J. S. Lanier—mandamus.
James L. O'Conner vs Henry Monarch—action en recouvrement de $500 sur des billets.
M. Fellix vs M. O. C. R.—réclamation de $450 en dommages.
James Hogan vs la Supérieure du La. Retreat—habeas corpus.
Teledane & Rosach vs Robert Rivers—action en recouvrement de $892 50 sur un compte courant.
E. M. Lefebvre vs E. L. Herwig—action en recouvrement de $200 sur des billets.
Veuve Juan Mestas vs la Sociedad Espagnola—réclamation de $50 sur un compte courant.

Deuxième Cour de Police Correctionnelle.

Maud Thomas et Jennie Donahoe—bataille et bris de paix ; $10 d'amende ou 30 jours d'incarcération.
Geo Richardson—ivresse et bataille ; $5 d'amende ou 30 jours de prison.
Chas. Irwin, Victor Ramis et August Frye—bataille et bris de paix ; $10 d'amende ou 30 jours de prison chacun
Chas Feild, J. D. Mallon et Chas E. Harrold—violation de l'ordonnance 5046 ; $10 d'amende ou 30 jours de prison.
James Guffney et Rocasio—bris de paix ; $10 d'amende ou 30 jours d'incarcération.
F. S. J. Brown, Willie Brewer et Henry Wilson—bataille ; $10 d'amende ou 30 jours de prison.
James Kelley, Peter Dowling et T. Cannon—violation de l'ordonnance 5046 ; bris de paix et ivresse ; $10 d'amende ou 30 jours d'incarcération chacun.
Pat Mullen, John Donovan et George Bringham—bataille et bris de paix ; $10 d'amende ou 30 jours de prison chacun.
Henry Moore, Jesse Morris et James Brown—bris de paix ; $10 d'amende ou 30 jours de prison.
Jeannette Ward—vagabondage ; $10 d'amende ou 30 jours de prison.
Les personnes suivantes ont été mises sous caution de $100 : Walter Salann, E. Bonny, W. Reilly, J. Piffer, Jack Lynch, Louis Ferrand.
S. Kergosien fils a été mis sous $1.000 de caution.
Nick Cicuta et Geo Goth ont $100 de caution.

Première cour de police correctionnelle.

S. P. Giles, Maggie Farrell, Della Mather et Fred Exting—ivresse et bris de paix ; $25 d'amende ou 30 jours de prison.
Kate McKoy et Bessie Hawks—ivresse et bris de paix ; $10 d'amende ou 30 jours d'emprisonnement.
Jas Riley—ivresse et bris de paix ; $20 d'amende ou 30 jours d'emprisonnement.
Thos Mahen—bris de paix ; $2.50 d'amende ou 5 jours de prison.
Wm Brown, Benny Morris et Gertrude Morris—bris de paix ; $10 d'amende ou 30 jours d'emprisonnement.
Jas Ingraham—bris de paix ; $5 d'amende ou 10 jours de prison.
Chas Jackson et Rebecca Jackson—bris de paix ; $2 50 d'amende ou 5 jours de prison.
Adele Bradford, Jessie Dean, Thos Harrison et Jas Hill—bris de paix ; $5 d'amende ou 10 jours d'incarcération.
Arthur Terrell—insultes et usage de langage obscène ; $50 d'amende ou 60 jours d'emprisonnement.
Wm James—insultes et bris de paix ; $30 d'amende ou 60 jours de prison.
Dave Walker—ivresse et insultes ; $10 d'amende ou 30 jours de prison.
Georgiana Kraft, Kate Eastman et Georgiana Alexander—en démence.
Dr Price—actes de violence et attaque à main armée ; $500 de caution.

Est-ce un assassinat !

Un corps, flottant dans le fleuve, a été trouvé, dimanche dernier, dans la paroisse St-Bernard. La police, qui en a été avisée hier à midi, a de suite fait des perquisitions, mais elle n'a pu réussir à identifier le corps.

Un nègre dont on ignore le nom se promenant sur la levée de l'habitation de M. Ben Story, a été le premier à découvrir le corps.

Après beaucoup de peine il a réussi à le retirer de l'eau, et c'est alors qu'il s'est aperçu que l'homme avait la gorge coupée.

Il en a fait part aux autorités de la paroisse. On dépeint l'inconnu comme un homme d'une quarantaine d'années, figure imberbe et bien vêtu. Le chef de la sûreté, Gaster, semble croire que le corps est celui de M. Walter Sweeney, du No 2,017 rue Tchoupitoulas, qui a disparu depuis la semaine dernière.

A huit heures hier soir, deux parents de Sweeney sont partis pour trouver M. E. Nunez, shérif de la paroisse St-Bernard, avec l'espoir de pouvoir éclaircir les doutes.

Arrestation.

Une importante arrestation a été opérée hier matin, par le sergent de police Roux ; celle d'un nègre du nom de Wm Bowle, accusé du meurtre de Joseph Baker, autre homme de couleur. Bowle après l'accomplissement de son crime s'était remis aux recherches de la police. Avait-il quitté la ville ou y était-il toujours demeuré, on ne saurait le dire. Mais hier, il a été surpris dans une cabane, rue Mystère, dans le voisinage du champ de course.

Enquêtes.

Les enquêtes au sujet de Geo. Beya et de Mme Mary Cooney, tous deux assassinés la semaine dernière, ont été ouvertes hier soir au bureau du coroner Lawrason. Après avoir entendu les différents témoins, le coroner a donné un certificat de mort conforme aux circonstances publiées par les journaux.

Le procès intenté par le Times Democrat au "Southern Associated Press."

Le procès intenté par la compagnie-propriétaire du *Times Democrat*, renvoyé samedi dernier, a été appelé hier à la cour du juge Parlange.

L'avocat E. H. Farrar représentait M. Finley Anderson, de la Presse Unie, et le capitaine J. Pinckney Smith, directeur, à la Nouvelle-Orléans, de la Presse Associée du Sud.

L'honorable Chas Buck avait charge des intérêts du *Times-Democrat*.

Après de longues discussions entre les avocats au sujet du droit exclusif de publier les dépêches envoyées par l'Association, dont le *Times-Democrat* réclame des dommages, et intérêts et une plaidoirie de M. Farrar, la suite de l'affaire a été renvoyée.

Tentative de suicide.

A quatre heures et demie, hier après-midi, Mme Joseph Gage, âgée de 36 ans, résidant rue Français, près de la rue St-Claude, a attenté à ses jours en se jetant dans le fleuve, au pied de l'avenue Moylandie.

Elle a été repêchée par un agent de police, qui l'a conduite en prison, où elle a dit que les mauvais traitements de son mari sont la cause pour laquelle elle a pris la résolution d'en finir avec la vie.

Les courses.

Rien n'est comparable à l'hippodrome de Fair Grounds pour un temps comme celui d'hier ; aussi la foule s'y pressait.

Résultats :

1re course—Moll's B, 7 10 (J. Gardner), 1er ; Coris, 3 1 (A. Clayton), 2e ; Bob Campbell, 50 1 (Keith), 3e.

2me course—Top Gallant, 20 1 (Cassne) 1er—Nero 1 2 (Penn) 2me—Musculatt 6 1 (Keith) 3me.

3me course—Le Prow 7 1 5 (Harold) 1er—Bootmyself 30 1 (J Welsh) 2me—Imp. Pomegranate 4 1 (Penn) 3me.

4me course—Metropole 4 5 (A. Clayton) 1er—Frank Gayle 3 1 (J. Hill) 2me—Bumper 12 1 (Cassin) 3me.

5me course—Baby Bill 6 5 (A. Clayton) 1er—Lucy (Elliot) 2me—Mistake (Keith) 3me.

A LA COUR CRIMINELLE.

Desforges, Kane et Thrifiley.

Les conseillers municipaux Desforges, Kane et Thrifiley ont comparu hier matin devant la Cour d'Assises, Section A.

Le premier est accusé d'avoir essayé d'empêcher M. Charles Marshall, surintendant du chemin de fer du Louisville et Nashville, de témoigner devant le grand jury.

Kane et Thrifiley comparaissent sous l'accusation d'avoir demandé un pot-de-vin à M. C. K. Burdeau, de l'agence maritime S. V. Fornaris et Cie.

Le procès s'est ouvert à 10 heures et demie du matin. MM. W. L. Evans, J. C. Walker, le capitaine A. D. Henriques ont pris place au banc de la défense. MM. John J. Finney, Lionel Adams et l'avocat de district Chas. A. Butler prononcent au nom de l'Etat.

Le juge Ferguson a demandé quel cas devait être soumis le premier. M. Butler a répondu que l'Etat était prêt pour le cas de Kane et Thrifiley.

Le même avocat a prié la cour de requérir M. Dan A. Rose, secrétaire du Conseil municipal, de fournir des copies certifiées des procédures du Conseil au sujet de l'affaire qui amène devant la barre des accusés.

M. Henriques demande le renvoi de l'affaire, alléguant que C. K Burdeau est celui qui devait payer le pot-de-vin de S. B. Fornaris aux accusés, qu'en conséquence il est le principal facteur de la transaction proposée, et que MM. Kane et Thrifiley ne viennent qu'en second rang. Les avocats de la défense soutiennent que Burdeau doit être jugé d'abord.

L'avocat de district a immédiatement fait opposition.

La défense a tenu une longue conférence et a préparé une réplique qui a été lue à la cour par l'avocat Walker.

M. Evans soutient que ses clients, d'après les lois ordinaires, ne peuvent être jugés avant le principal coupable, sans leur consentement, et qu'aucune loi, dans les statuts de l'Etat, n'en donne l'autorisation.

M. Lionel Adams dès'are qu'une des lois de l'Etat annule les lois auxquelles font allusion les défenseurs.

Quelques moments ont été employés à la recherche de cette loi, mais elle n'a pu être trouvée.

Les avocats de l'Etat ont alors déclaré que les arguments des défenseurs n'étaient pas suffisants pour empêcher la poursuite, attendu que la plainte portée par le grand jury précise que la demande de pot-de-vin a été faite par les accusés en personne et en leur faveur, et qu'après la proposition ils l'ont fait communiquer à M. V. Fornaris par le nommé Burdeau.

MM. Kane et Thrifiley sont accusés directement et en conséquence la cour est priée de rejeter la demande des avocats de la défense.

A trois heures moins le quart la cour s'est ajournée jusqu'à sept heures du soir.

A la reprise de l'audience, M. Evans annonce que la défense n'a plus d'objection à la continuation du procès. Il a été procédé alors à la formation du jury. Un ordre d'amener a été lancé contre cinq absents.

La première personne présentée est M. Howard Pierce qui demeure sur le Chemin du Bayou, au No 415. Il est contremaître de la blanchisserie Troy et est le neveu du directeur de cette compagnie. Il ne connaît aucun des accusés et les jugerait avec impartialité.

La défense, après plusieurs questions, a voulu le refuser

M. Adams s'est aussitôt écrié : La'sses alors l'affaire au juge !

Le juge Ferguson, après lecture de la loi relative à l'examen des jurés, a déclaré compétent M. Pierce. M. Henriques a réservé une exception.

Thomas Lanigan réside à l'angle des rues Jena et Clay, dans le Sixième district, et est gardien du magasin de M. J. G. Clark & Co, rue Magnolia aux numéros 60 et 62. Il ne connaît pas les accusés mais sait pourquoi ils sont amenés à la barre du tribunal. Il a lu les journaux et s'est formé une opinion, mais acquittera les accusés s'il lui est prouvé qu'ils sont innocents.

M. Adams objecte à certaines questions posées par les avocats de la défense et M. Henriques réplique qu'il n'a cure de plaire à l'avocat de district ou à ses assistants, et qu'il veut tout simplement se rendre compte de l'état d'esprit du juré proposé.

Le juge Ferguson a rappelé ses décisions en des cas semblables, mais à la fin de l'examen, M. Lanigan, sur la demande de la défense, n'a pas été accepté.

M. Edgar J. Lonapre donne son adresse et le genre d'affaires dans lesquelles il est engagé. Aux questions de la poursuite et de la défense il déclare qu'il jugera impartialement les accusés qui, néanmoins l'ont refusé.

M. J. Julius Callahan, demeure rue S. Remparts, au numéro 437 2/2 et est entrepreneur de bâtiments. Il n'a jamais eu aucune relation avec les accusés ni avec d'autres membres du Conseil municipal. Il est refusé par l'Etat.

M. Carl Howard est marchand de cigares et demeure rue Camp, au No 1,031. Son magasin se trouve au No 110 de la même rue. Il a lu les journaux et conséquemment sait ce dont Kane et Thrifiley sont accusés. Il a tenu plusieurs conversations à ce sujet et a une opinion faite, mais il ne rendra une décision que d'après ce qu'il aura entendu au cours des débats. L'Etat l'a refusé.

M. E. E. Klein, qui réside rue Conti, numéro 470, est excusé.

M. Octave Labarre, du numéro 259 de la rue Columbus, est employé à la succursale de l'Assurance du "Sun."

Il connaît les accusés de vue et a lu ce qui a paru dans les journaux au sujet de l'affaire ; il jugera en toute indépendance. Après diverses questions posées par les avocats de la défense M. Thrifiley a refusé M. Labarre.

Les questions d'usage ont été posées à M. John C. Mannally et il a été refusé par l'Etat.

M. C. Gutman ne sait rien de l'affaire et n'a pas eu le temps de lire les journaux.

Après plusieurs questions l'Etat s'oppose à son acceptation.

M. Edward G. Smith, un employé de J. S. West, demeurant rue St-Joseph, numéro 7 TH, ne connaît ni M. Kane ni M. Thrifiley.

Il a une opinion formée, mais malgré cela jugera d'après les débats.

Au contre interrogatoire, il déclare que son opinion est formée de ce qu'il a lu et des conversations qu'il a eu à ce sujet avec plusieurs de ses amis. Il a des préventions contre tous les conseillers municipaux accusés, y compris ceux qui sont amenés aujourd'hui à la barre du tribunal.

La cour s'est ajournée à dix heures dix minutes renvoyant la suite de l'affaire à dix heures ce matin.

Incendie.

Vers neuf heures et demie, hier soir, un incendie a été découvert dans la bâtisse située au coin des rues Magazat et Dauphine, occupée comme résidence et magasin, d'un côté par M. James Deroz et de l'autre par Otto Brunner. La bâtisse a été entièrement détruite ; elle était évaluée à $2,500, et assurée au "Property Holders Union."

Elections.

Deux compagnies d'assurances, une banque et une compagnie de chemin de fer ont élu hier leurs Conseils de Direction comme suit : Compagnie d'assurances Teutonia.—MM. H. Buddig, Joseph Bohler, J. B. Camors, M. Frank, R. Protechor, C. B. Fisher, H. K. Gogreve, S. Hyman, F. Jahncke, Julius Keiffer, J. H. Keller, Isaac Levy, Nich. Miller, Albert P. Noll, Frank Roder, J. E. Rengstorff, Louis Ruch, F. Raquet, Wm C. Schmidt, H. Schulze, J. G. Spor, C. H. Schenck, Hy. Wellmann.

Compagnie d'assurances Mechanics & Traders—MM. J. M. Baldwin, H. T. Cottam, J. M. Frankenbush, A. J. Forstall, R. W. Foster, Ferdinand Gumble, J. Grossman, C. Hernandez, I. L. Lyons, L. A. Ledoux, Numa Landry, Jas. McConnell, Robert Maxwell, Jas. Mc Craken, T. L. Mason, L. A. Pepin, W. A. Roy, A. S. Reniette, G. W. Santell, C. M. Soria, A. Soccia, W. B. Thompson, A. G. Tebo, G. A. Villeré, I. S. West, W. G. Wheeler, T. S. Waterman, Philip Werlein, A. Xiques, Lloyd R. Coleman.

Banque du Peuple de la Nouvelle-Orléans.—MM. Numa Landry, Frank Barker, George Lhote, E. Fotscher, Chas. Fossi, C. Koss, A. H. Steward.

Compagnie du chemin de fer N. O. City & Lake R. R.—MM. Albert Baldwin, J. C Davis, C. M. Soria, J. B. Sinnot, R. M. Walmsley, Frank T. Howard, Jno W. Castela, Thomas Pickels, A. A. Woods, C. H. Hyams, W. J. Behan, H. M. Littell.

Vols.

Dimanche après-midi, des voleurs sont entrés dans la résidence de M. Louis Mirgel, rue Malpomène, au No 289, et ont enlevé d'une armoire $280 en billets et des bijoux évalués à $29.

—Un autre vol a été commis à trois heures, dimanche matin, dans le magasin d'épicerie d'Ernest Grothen, au coin des rues Tricoche et St-Denis. Le voleur s'est enfui emportant $350 en billets de banque.

Les funérailles de Bowen.

Les funérailles d'Andy Bowen, le pugiliste qui a succombé samedi dernier, aux suites d'une chute dans l'arène du "Auditorium Club", ont eu lieu hier matin.

De bonne heure, les curieux en grand nombre s'étaient massés sur le trottoir, devant l'entrée de la maison mortuaire, rue Thalie, et un peu avant l'arrivée du clergé, il a été permis à tout le monde de venir jeter les yeux sur le cercueil où était couché celui qui si souvent s'était donné en spectacle aux foules.

A dix heures, l'entrepreneur des pompes funèbres a prié les étrangers de se retirer de la chambre mortuaire afin que les parents pussent demeurer seuls les dernières instants avec leur mort. La famille s'est alors agenouillée autour du cercueil, et une enfant, la petite Lizzie Bowen, a récité le rosaire.

Quand sont arrivés le prêtre et les enfants de chœur, une courte prière a été dite, puis le cercueil, suivi par une foule immense, a été porté à l'église Ste Thérèse, où ont eu lieu les dernières cérémonies religieuses, une grand'messe, et l'absoute.

Les porteurs étaient MM. Thomas Anderson, Vincent Del Valle, Albert et Charles Spitzfaden, John H. Duffy, Wm A. Scholl, Chas. C. Julian, William Dayton, Daniel Fleming et W. Maher.

En quittant l'église, le cortège s'est reformé, et s'est rendu au cimetière St-Patrick No 1 où a eu lieu l'inhumation.

Dans les premières voitures se trouvaient nombre de pugilistes de renom, Jim Hall et George Lavigne entr'autres.

Sur le char funèbre, on avait placé les couronnes, les lyres, les bouquets envoyés par les amis du défunt et le club Olympique.

Bowen était populaire, non seulement parce qu'il était natif de la Nouvelle-Orléans, mais parce qu'il était poli, respectueux et avenant. Le Club Olympique était représenté à ses obsèques par une délégation composée de MM. Scholl, Ed. Koffskey, F. Dufresche, D. H Monier, James Peyton, C. C. Julian et Peter Judlin.

NOUVELLES A LA MAIN.

L'agent de police John Kelley, rapporte qu'un voleur a pénétré dans la chambre du Chinois Jim Bow, demeurant rue Bourgogne, au No 95 et a emporté une somme de 170 dollars qui se trouvait dans une maile.

Annette Smith, une femme de couleur, résidant rue Sud Liberté, au No 205, a reçu d'un nègre inconnu un coup de couteau au côté gauche. Le noir s'est enfui et la femme a été transportée à l'hôpital.

A sept heures, hier matin, Isaac Lesage, un laitier, a été jeté hors de sa charrette, à l'angle des rues Prytanée et Terpsichore. Il s'est dans sa chute cassé trois côtes. Il a été transporté à l'hôpital dans l'ambulance.

Paul Casburge, étant pris de boisson, est tombé, hier matin, au coin des rues Décatur et Française, où il a blessé grièvement à la tête. Les étudiants de l'hôpital lui ont prodigué des soins, et l'ont ensuite fait transporter à sa demeure rue Bagatelle, 342.

Frank Cerise et Jas Rançon, ont été volés dimanche matin, d'une somme de 12 dollars et quelques bijoux.

A quatre heures et demie, dimanche après-midi, M. Breckenridge conduisait un buggy, lorsqu'arrivé à l'angle des rues St-Charles et Broadway, le cheval a pris mors-aux-dents et ont renversé le véhicule, jetant M. Breckenridge à terre. Dans sa chute, il a été blessé à l'œil gauche. Le buggy a été endommagé pour environ 50 dollars.

Dimanche, à une heure et demie de l'après-midi, un Grec dont on ignore le nom, est arrivé par le train du S. P. R. R, blessé à la jambe droite. On char à Grecos, lui est passé sur la jambe. A l'Hôpital il reçoit les soins que nécessite son état.

Deux voleurs se sont introduits dimanche soir, dans la cour de M. S. F. Nunn, au coin des rues Canal et Tonti et en ont emporté un perroquet et des volailles, le tout évalué à $35.

A dix heures et demie, hier matin, Alfred Domingo, un homme de couleur, a été jeté de cheval, au coin des rues Villeré et Kerlerec, et s'est blessé à la tête et aux jambes. Il a reçu les soins des personnes du voisinage et a été transporté chez lui rue Bagatelle, au No 462.

Entre 2 et 5 heures hier matin, un voleur a forcé l'entrée du magasin d'épicerie de M. Ferdinand Ricks, à l'angle des rues Canal et White et en a emporté des vins et des marchandises, d'une valeur d'environ 85 dollars.

Hier, à six heures et demie de l'après-midi, un feu s'est déclaré dans un hangard à l'angle des rues Franklin et Bungie. La bâtisse appartient à un homme de couleur nommé Hy. Green.

Un lot de foin, évalué à 25 dollars, a été totalement détruit.

BULLETIN Télégraphique.

La Crise à Berlin.

Berlin, 17 décembre—Beaucoup de députés se tiennent pas à commencer la discussion de la loi anti-socialiste avant mardi. Lorsque, il y a deux semaines, une première lecture en a été donnée, la Chambre entière, à l'exception des conservateurs, a protesté. Les chefs des partis ont demandé au président de renvoyer la discussion après les fêtes de Noël et il a semblé y consentir.

La surprise a été causée vendredi lorsque l'ordre de l'empereur demandant la mise à l'ordre du jour de la loi et le renvoi au comité avant les vacances, est arrivé.

Tous les groupes de députés avaient à se plaindre, mais les chefs du parti clérical ont manifesté la plus grande indignation. Ils ne se gênent pas pour traiter de téméraire la précipitation des débats dans une affaire aussi grave, et ils déclarent que les détails de la loi ne peuvent être connus des législateurs en aussi peu de temps.

Dans les couloirs, hier, il n'était question de cette loi et des efforts du gouvernement pour former une majorité pour la voter.

L'alliance sur laquelle il compte comprendrait les Conservateurs, les Cléricaux et les Nationaux-Libéraux, mais le Chancelier n'a pu encore les amener à composition.

Et l'état de chosse actuel le gouvernement peut compter sur cent trente-neuf voix. Ce nombre représente les Conservateurs, les Conservateurs indépendants et le parti National-Libéral. Cent vingt-deux votes sont dès à présent certains contre le projet ; ils seront fournis par les Radicaux dont M. Richter est le chef, l'Union des Radicaux, les Démocrates de l'Allemagne du Sud et le parti Social-Démocrate, auxquels s'ajouteront les Anti-Sémites et les Indépendants.

Les Polonais n'existent plus comme groupe.

Les Cléricaux tiennent la clé de la situation. Ce que sera leur vote est des plus problématiques. Si ce que prédisent les journaux est correct, ils se range ront avec l'opposition. Beaucoup d'orateurs du parti ont dénoncé hautement la loi, la semaine dernière.

Lundi, à une assemblée de citoyens, un député clérical a été acclamé à Mayence lorsqu'il a déclaré que le parti combattrait jusqu'au bout les clauses draconniennes de la loi. Cependant, au cours des derniers jours, le chancelier de Hohenlohe a constamment conféré avec les chefs du parti et ils, selon toutes probabilités, diminuf l'hostilité des cléricaux. Son désir connu de paix entre l'Eglise et l'Etat lui a fait accorder des concessions importantes. Les journaux cléricaux annoncent aujourd'hui que le gouvernement permettra aux Jésuites de revenir, tout en ne rappelant pas, toutefois, la loi qui les bannit.

Ces journaux ajoutent, cependant, que cette mesure n'est pas suffisante, et les députés catholiques ont résolu d'insister sur le rappel formel de la loi d'expulsion par le Reichstag et d'exiger du gouvernement l'engagement que ce rappel sera sanctionné par le conseil fédéral. Si le chancelier accepte ces conditions la loi anti-socialiste sera votée avec de légers amendements.

L'on ne sait quelle partie sera sacrifiée.

Le *Hamburger Nachrichten*, dans un article de fond, évidemment inspiré de Varzin, supplie le gouvernement de demeurer ferme, de chasser toute timidité et d'insister sur une mesure radicale.

Il serait déplorable, dit l'auteur de l'article, de voir le gouvernement perdre courage si tôt dans la lutte pour le plus grand bien de la société, même si le Reichstag actuel refuse d'accorder les pouvoirs nécessaires pour mater le parti Social-Démocrate.

Un appel au pays donnerait une plus forte majorité au gouvernement.

La réunion anarchiste a complètement manqué à Wavenkie, le mécanicien qui l'avait provoquée et avait obtenu un permis, a été mis en prison pour un article violent écrit dans le *Socialiste*, et personne n'a pu louer une salle pour ceux qui ont répondu à son appel.

Les journalistes bismarckiens prônent avec enthousiasme la politique de M. de Hohenlohe, quelle qu'elle puisse être, ils disent qu'il est animé de l'esprit de l'ancien régime et qu'il guidera l'Empire dans la voie tracée par Bismarck.

La défaite éclatante du gouvernement dans ses poursuites contre Leibknecht n'a pas découragé les ministres. Le chancelier a pris soin de faire comprendre qu'il n'était pas encore battu.

Le "Correspondent" de Berlin, journal semi-officiel, a publié vendredi que l'empereur a ajouté 10,000 marks aux appointements du chancelier de Hohenlohe pour récompenser, partiellement, la perte qu'il éprouve en acceptant les 25,000 marks du salaire de la chancellerie contre les 180,000 qu'il recevait comme stadhalter d'Alsace-Lorraine.

Les journaux du parti Social-Démocrate ont mené grand bruit au sujet de cette mesure qu'ils déclarent inconstitutionnelle et ils annoncent qu'elle sera rejetée.

Le *Kreuz Zeitung* a retiré ses plaintes contre le "Standard Oil Company," qu'il accusait de mélanger les pétroles de l'Ohio et de la Pennsylvanie, admettant qu'on tel procédé serait impraticable d'après les clauses techniques du tarif

Les mineurs polonais ont résolu de tenir un congrès démocratique à Breslau afin d'organiser les ouvriers de leur pays.

Le comte Monravief, ambassadeur de Russie à Copenhague, et M. Nelivadoff, représentant du même pays en Turquie, sont mentionnés comme candidats à l'ambassade de Berlin, en remplacement du comte Schouvaloff appelé au gouvernement de la Pologne Russe. Le comte Monravief, lorsqu'il était attaché à l'ambassade de Berlin, était un des favoris de Guillaume. Il était très populaire dans les cercles de la cour.

Le *Vorwaerts*, l'organe des socialistes, vient encore de démontrer son habileté à se procurer des documents officiels en publiant une lettre *confidentielle* du ministère de la guerre réglant l'acceptation de volontaires d'un an. Les officiers ont reçu l'ordre de ne pas comprendre dans le service réduit les démocrates et les socialistes.

Tous les efforts pour découvrir la source d'information du *Vorwaerts* ont échoué. L'empereur, furieux, a ordonné que toutes les copies des instructions envoyées aux officiers fussent retirées. L'enquête se poursuit maintenant.

Le baron Schimelpfenig, un Hanovrien, confirme la nouvelle que le fils du duc de Cumberland accédera au trône de Brunswig en 1895, lorsqu'il aura atteint l'âge nécessaire. Le Tsar, un parent et un ami du futur souverain, a travaillé à sa réconciliation avec l'empereur Guillaume.

Une émeute sans précédent a eu lieu aujourd'hui à la Bourse de Berlin. Les affaires se traitaient comme d'habitude lorsque Oscar Meyer, un courtier, est arrivé dans la salle. Immédiatement, une trentaine de agents coulateurs et des visiteurs sont tombés sur lui avec des cannes et des parapluies en criant : Chassez le ! enlevez cette canaille ! Il a été obligé de se réfugier dans la salle de la Presse et de s'échapper grâce à la protection de la police.

Meyer a publié, dans le journal de la Bourse, des articles accusant certains courtiers de donner des cotes fausses et de conduire leurs affaires d'une façon déshonnête. L'on rapporte qu'après avoir spéculé sur les valeurs françaises, il a refusé de payer ses différences, alléguant que ces spéculations n'étaient que du jeu.

LA GUERRE D'ORIENT.

Un autre défaite des Chinois.

Londres, 17 décembre—Le correspondant d'Kiaotung du *Central News* de Londres, télégraphie que suivant les instructions du général Nodzu, la garnison de Teng Huang, contre laquelle quatre mille Japonais ont été envoyés, a été attaquée dès le matin du 14 décembre. La garnison comptait 1,400 hommes commandés par le colonel Tomoyans.

Le principal engagement a eu lieu à Ye Min Shan, à cinq milles de la place. Les Japonais ont attaqué avec entrain et ont repoussé les Chinois jusqu'à Timitsah. Les Japonais ont eu trois officiers tués et soixante-dix soldats blessés ou tués. La perte des Chinois s'est élevée à deux cent cinquante tués et blessés et trente prisonniers. Ils disent que le général Ito avait sous ses ordres quatre mille soldats de Kerwin, en tous points supérieurs aux soldats chinois.

La brigade du général Tachimi marche maintenant au sud-ouest pour couper la retraite aux fugitifs de Kerin.

Aucune nouvelle n'est arrivée de l'aile gauche de la deuxième armée, par suite de l'interruption des communications télégraphiques.

Le correspondant de Shang Hai, du même journal, rapporte que les première et deuxième armées japonaises souffrent beaucoup du froid.

Les journaux chinois annoncent que Chang Yu Kung, président du bureau des revenus, a été nommé ambassadeur au Japon avec mission de négocier la paix.

Madagascar se soumet.

Londres, 17 décembre—Le correspondant de Paris du *Times* de Londres écrit qu'un télégramme vient d'être reçu annonçant que la reine de Madagascar est prête à accepter sans réserves les conditions de la France. Elle n'a résisté jusqu'à présent que parce que ces ministres l'avaient assurée que la France n'attaque rait pas. Le télégramme demande si de nouvelles condi ions ne devront pas être imposées.

M. Le Myre de Vilers, l'envoyé français, attend une réponse avant d'accepter la soumission du gouvernement malgacesse.

La France et la Russie se joignent à l'Angleterre.

Londres, 17 décembre.—Le correspondant de Constantinople du *Standard*, de Londres, annonce que Sir Philip Currie, ambassadeur d'Angleterre en Turquie, a décidé la France et la Russie à se joindre à l'Angleterre dans la campagne humanitaire qu'elle entreprend malgré l'opposition de l'Allemagne.

La Révolution au Brésil

New York, 17 décembre—Une dépêche spéciale de Buenos Ayres annonce que l'amiral de Mello partira le 1er janvier prochain pour prendre le commandement des forces révolutionnaires.

Une dépêche de Montevideo dit que le grand Conseil des rebelles brésiliens a décidé d'envoyer des armes et des munitions, afin de pousser vigoureusement la guerre au président Moraes dont les propositions de paix ne sont pas considérées faites de bonne foi, puisqu'il poursuit la politique adoptée par l'ex-président Peixoto.

Les insurgés comptent s'emparer bientôt de Port Allegre afin d'en faire la base d'opérations de leur flotte et de commencer une campagne navale.

Des avis de Rio Grande do Sul apprennent que quatre prisonniers emmenés par l'escorte du général Catilhos ont été horriblement mutilés.

Les Japonais menacent Tien-Tsin.

Londres, 17 décembre—De son correspondant de Shanghaï, le *Central News* de Londres, apprend que des télégrammes de Pékin annoncent que les deux armées japonaises se concentrent pour attaquer Tien Tsin et New Chang.

Les Plus Grands Honneurs ont été décernés au World's Fair, au
DR. PRICE'S CREAM BAKING POWDER
LA PLUS PARFAITE FABRIQUE.
Une poudre de crème de tartre faite du raisin pur, sans ammoniaque, alun et autre ingrédient frelatant
40 ANS D'EPREUVE.

La meilleure de toutes les poudres-levain.—Dernier rapport du gouv. des E.-U.
Royal Baking Powder
Absolument Pur.

Le corbillard de M. Burdeau.

Paris, 17 décembre.—C'est dans le corbillard qui a servi lors des obsèques de M. Carnot, que M. Burdeau a été conduit à sa dernière demeure.

Les funérailles de M. Burdeau.

Le Président de la République Française, M. Casimir-Périer, les ministres, le corps diplomatique, les Sénateurs et les Députés se sont assemblés dans la cour d'honneur du Palais Bourbon pour payer un dernier tribut de respect à M. Burdeau, Président de la Chambre, mort mercredi dernier. Il n'y a pas eu de service religieux.

Tous les dignitaires, à l'exception de M. Casimir-Périer, sont allés jusqu'au cimetière. La route suivie par le convoi était garnie d'une foule recueillie et respectueuse.

Des troupes et un escadron de la garde républicaine ont défilé devant la tombe.

La Crise en Italie.

Un décret royal prorogeant la session de la Chambre des Députés italienne a été publié par le journal officiel. Ce'te feuille contient aussi le rapport du premier ministre Crispi au roi Humbert.

Ce coup inattendu de Crispi a causé la plus grande excitation dans le pays. Il court des rumeurs de tous genres.

Le *Don Quichotte* dit que l'action du premier ministre est la plus grave erreur constitutionnelle qui ait été commise depuis la fondation de l'unité italienne.

Les papiers de M. Giolitti.

Le président du comité nommé pour examiner les papiers scrutés à la Chambre des Députés par l'ex premier ministre Giolitti aveure que le comité est d'opinion unanime qu'il n'y a rien de nouveau dans les documents. Ce n'est qu'une fabrication honteuse, faite dans le but d'amener une crise ministérielle.

Mme Crispi va intenter un procès en son propre nom.

Le Canal de Panama.

Les travaux d'excavation ont commencé à l'extrémité de la Culebra, la voise de chemin de fer ont été mises en bon état et les machines sont prêtes à fonctionner.

Le prix des dépenses de la vie quotidienne a augmenté de 50 pour cent et les ouvriers gagnent maintenant seulement le tiers cents d'argent columbien par jour. Les dépenses sont de 50 à 60 cents par jour. Les hommes sont mécontents, mais ils restent, ne pouvant faire mieux.

La protection du gouvernement chinois.

Un décret impérial vient d'être promulgué. Il ordonne aux gendarmes chinois de donner une protection spéciale aux légations des puissances et aux résidences des étrangers. Les gendarmes ont l'ordre d'arrêter immédiatement toute personne qui essaierait de troubler la paix publique.

Les massacres de Port Arthur.

Le ministre des Affaires étrangères du Japon informe le représentant de la Presse Associée que l'enquête ordonnée par le gouvernement a établi les faits suivants :

Avant la prise de Port Arthur les troupes japonaises étaient entrées dans les cités commises sur leurs camarades ; cependant les Chinois qui se sont rendus ont été bien traités. Plusieurs centaines de Chinois sont prisonniers.

Une grande majorité de ceux qui étaient dans la ville se sont emparés des vêtements des habitants qui avaient fui quelques jours auparavant. Ces soldats déguisés ont traitreusement attaqué les Japonais et en ont tué beaucoup. La discipline n'a plus alors existé et un grand nombre de ces individus ont été massacrés. Si des particuliers ont été tués, ce qui n'est pas confirmé, c'est parce qu'on les prenait pour des soldats déguisés.

L'on rapporte que trois femmes ont été tuées dans la nuit, à cause de leur similitude d'habillement avec les hommes. Trois jours consécutivement des Chinois cachés ont été découverts en même temps que des corps mutilés de Japonais.

Rendus furieux par ces découvertes, les envahisseurs ont exterminés des centaines de personnes qui auraient été épargnées. Les officiers n'étaient pas préparés à cette explosion de rage et ont perdu tout contrôle de leurs hommes. Le gouvernement est affligé de ce qui est arrivé, mais il fait observer que les exactes cités commis qu'à cause de la perfidie et de la cruauté des Chinois.

Il ne veut pas justifier ses troupes, mais il veut donner l'exp ication des faits qui sont regrettés dans tout l'empire. Des mesures énergiques ont été prises pour empêcher le retour de scènes de ce genre.

Les correspondants des journaux anglais à Port Arthur disent tous que les troupes japonaises ont été tellement excitées par les atrocités des Chinois, qu'elles n'ont plus obéi à leurs officiers. Tous s'accordent à reconnaître les bonnes intentions des autorités.

Le Meneur Anglais John Burns.

John Burns, membre du Parlement anglais, le gr